

# L'Europe évite le clash en concluant un accord fragile sur les migrations

Les Vingt-Huit ont évité une crise majeure au bout d'une nuit de négociations intenses. Mais l'accord conclu apparaît bien fragile.

VINCENT GEORIS

**L'**Italie était arrivée au sommet européen avec la ferme intention qu'il soit fait droit à ses exigences sur la migration. Réformer le règlement de Dublin sur la procédure européenne d'asile et obtenir la solidarité des autres États européens dans l'accueil des migrants.

Dès l'entame de la rencontre, le Premier ministre italien Giuseppe Conte menaçait de tout faire capoter, en refusant d'entériner les conclusions sur la défense et le commerce. Les Vingt-Huit entamèrent des négociations marathon pour sortir de l'impasse. L'enjeu? Éviter une crise politique majeure en Europe, sauver la chancellerie allemande Angela Merkel, dos au mur dans sa propre coalition, et ramener de la solidarité entre pays européens.

À l'aube naissante, les dirigeants européens se séparaient, un accord conclu après une nuit d'intenses négociations. Le président français Emmanuel Macron, soutenu par le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez, était parvenu à satisfaire Giuseppe Conte. «C'est la coopération qui a emporté, nous n'avons pas cédé à la fascination du pire», confie le président Macron après le sommet. «Cet accord permet à l'Europe de ne sortir ni de son rôle, ni de l'histoire». Le Président français est surtout parvenu à redorer son blason terni ces derniers jours par des tensions avec l'Italie.

L'accord prévoit la création de centres contrôlés – pour ne pas dire fermés – dans les pays européens volontaires où seront acheminés les migrants secourus en mer. Les migrants économiques y seront séparés des candidats réfugiés. Les premiers seront renvoyés rapidement dans leur pays d'origine, les seconds réinstallés dans un État européen. D'après le Président français, ces centres seraient installés dans les pays d'arrivée, les autres États européens apportant un soutien matériel ou se portant candidat à l'accueil de réfugiés. «Nous apportons une réponse de solidarité aux pays d'arrivée», précise Emmanuel Macron, avant d'ajouter que «la France n'aura pas de centre contrôlés».

Mauvais départ pour l'accord, le Premier ministre Giuseppe Conte ne partage pas cet avis. «Je démens, Macron était fatigué», réagit-il, affirmant qu'il n'est nulle part écrit dans l'accord que les centres doivent être installés dans un pays déterminé. Un couac de communication, qui ne retire en rien la satisfaction affichée par Giuseppe Conte. «C'était une longue négociation, mais nous sommes satisfaits», dit-il. L'Italie n'est plus seule. Jeune avocat et professeur de droit, Conte, issu du parti populiste et fachisant M5S, a fait une entrée fracassante dans la cour des grands.

Le Premier ministre Charles Michel partage l'approche d'Emmanuel Macron. Pas plus que la France, la Belgique n'installera pas de centre sur son territoire. «La philosophie de cette décision est d'identifier aux frontières de l'UE les pays du bassin méditerranéen et la manière d'installer les centres contrôlés.»

En outre, Charles Michel lie la création de ces centres à la réforme effective du règlement de Dublin: «J'ai été très clair autour de la table, il est nécessaire d'avoir un accord sur Dublin. Nous ne mettons pas en place un mécanisme transitoire.»

Les leaders européens ont aussi entériné la proposition du président du Conseil européen Donald Tusk de créer des «plateformes de débarquement» à l'extérieur de l'UE, en coopération avec les Nations unies (UNHCR) et l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM). Les migrants économiques y seront également séparés des candidats réfugiés.

## Un accord mineur

À l'analyse, et vu les incompréhensions entre Giuseppe Conte et Emmanuel Macron, l'accord apparaît dans toute sa fragilité. Aucun État européen, hormis la Grèce, ne s'est engagé lors du sommet à accueillir des centres contrôlés. Aucun État africain n'accepte à ce jour de plateforme de débarquement sur son sol. Les Vingt-Huit ont avant tout cherché à sauver l'unité européenne.

Quant à savoir si la chancellerie allemande Angela Merkel sera sauvée, seul l'avenir le dira. Tout au plus, cet accord lui offre-t-il du répit. «C'est un pas dans la bonne direction», réagit Angela Merkel après le sommet. La CSU, son alliée au sein de la coalition allemande, exige que les frontières soient fermées aux migrants enregistrés dans d'autres pays européens.

Giuseppe Conte a joué la provocation pour son premier sommet européen. Son chantage était-il nécessaire? «L'Italie n'avait pas besoin de menacer, la plupart de ses de-

## ZONE EURO

### BLOCAGE SUR LE «BUDGET» EUROPÉEN

Les longues négociations sur la question migratoire n'ont pas empêché les dirigeants européens d'engranger quelques avancées pour réformer la zone euro. Les Vingt-sept (sans le Royaume-Uni) ont appelé vendredi à renforcer le Mécanisme européen de stabilité (MES), qui permet d'affronter les crises de la dette, et à œuvrer sur un calendrier dans la perspective d'un Fonds européen de garantie des dépôts (Edis). Par contre, la proposition franco-allemande d'un «budget»

### pour la zone euro n'est pas reprise dans les conclusions du Conseil européen.

L'idée, chère au président français Emmanuel Macron, est de renforcer la solidarité financière entre les pays riches et les pays plus pauvres de la zone euro. Des États membres, dont les Pays-Bas, y sont opposés. Le président Macron a rappelé vendredi l'importance de cette idée, qui figure dans une feuille de route décidée par l'Allemagne et la France. «Je veux que nous puissions avancer par temps calme. Les grandes choses se construisent autrement que dans les drames», a-t-il dit, pressant pour travailler à la construction d'un accord sans attendre une nouvelle crise économique. «Nous sommes hors crise, il est important de conclure des accords pour stabiliser la zone euro», a renchéri le Premier ministre Charles Michel.

mandes étaient soutenues par la chancellerie Merkel», dit une source. Seize États européens avaient déjà avancé sur la question migratoire lors d'un mini-sommet convoqué dimanche par le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, à la grande colère de l'Italie.

### Une solidarité de façade

La victoire de Conte est mince. Les exigences de l'Italie sur la réforme de Dublin n'ont pas été rencontrées. «Le Premier ministre italien a reçu la promesse que la réforme de Dublin sera négociée rapidement, mais sans échéance précise sur le calendrier», explique un diplomate. Un sommet sur la migration est prévu en octobre prochain pour évaluer l'application des décisions prises cette semaine.

Le système Dublin prévoit que les demandes d'asile sont instruites dans le pays d'arrivée. Cette règle a imposé à l'Italie et la Grèce tout le poids de la migration en provenance d'Afrique et du Moyen Orient. Or, l'Autriche, où l'extrême droite est au pouvoir, ainsi que les pays de Visegrad (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République tchèque) s'opposent farouchement à la révision de ce système.

À Rome, le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini (la Ligue, extrême droite) estimait vendredi que l'Italie avait obtenu «70% de ce qu'elle voulait». Avant d'ajouter que son pays continuerait à fermer ses ports durant l'été, portant l'estocade à l'accord à peine signé par son partenaire de coalition.

Les Vingt-Huit avaient prévu un sommet d'été «historique» pour ses ambitions en matière de défense, d'économie et de commerce. Il restera celui d'un accord mineur à l'application incertaine, conclu pour satisfaire un gouvernement populiste.